

Commune de MOULT-CHICHEBOVILLE

Dossier déposé complet le 25/11/2023

Dépôt affiché le : 25/11/2023

Demandeur : **Mairie de MOULT-CHICHEBOVILLE**

Représenté par : **Madame Coralie ARUEGO**

Nature des travaux : **bornage & division en vue de construire**

Adresse terrain : **chemin des Ecuries, à MOULT-CHICHEBOVILLE (14370)**

**ARRÊTÉ** 2023-05

**de non-opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de MOULT-CHICHEBOVILLE**

**Le maire de MOULT-CHICHEBOVILLE,**

Vu la déclaration préalable présentée le 25 novembre 2023 par la Mairie de MOULT-CHICHEBOVILLE, représentée par Madame Coralie ARUEGO, dont le siège se situe 6 rue Pierre Cingal, MAIRIE à MOULT-CHICHEBOVILLE (anciennement MOULT) (14370) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour le bornage et la division foncière d'un terrain en vue de construire ;
- sur un terrain situé chemin des Ecuries, à MOULT-CHICHEBOVILLE (14370) ;
- pas de surface de plancher créée ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Moults approuvé par délibération du conseil municipal le 1er avril 2011, modifié le 26 mai 2012 et le 13 mars 2015 ; zone U ;

Vu l'avis « favorable tacite » de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29/12/2023 ;

**ARRÊTE**

**Article Unique**

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.**

**Coralie ARRUEGO** -Chicheboville, le 03/01/2024  
**Maire**



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général

**Coralie ARRUEGO**

Accusé de réception en Préfecture  
Pas de copie aux services territoriaux  
200065019-20240103-2024005-AI

Date de télétransmission : 09/01/2024

Date de réception préfecture : 09/01/2024

## **Pour information :**

La commune est concernée par un périmètre de droit de préemption urbain au bénéfice de la Communauté de Communes (délibération n° 2023/16 du 19 janvier 2023).

Le terrain est situé dans une commune soumise à un risque sismique faible de niveau 2 (Arrêté du 22 octobre 2010).

Le terrain est situé au sein d'une commune comprenant des cavités souterraines non localisées.

Le terrain est situé en zone verte de la cartographie éditée par la DREAL répertoriant les remontées de nappes d'eau souterraines dans le Calvados. La profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux est de 2,5 à 5 m : risque pour les infrastructures profondes.

Les autres risques connus auquel le terrain est susceptible d'être soumis sont consultables sur le site internet de la DREAL : <http://www.basse-normandie.developpement-durable.gouv.fr/donnes-communales-r350.html>

Votre projet est susceptible de générer le paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive. Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le bureau des taxes au service urbanisme de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, de 9h à 12h tél. 02 31 43 15 00.

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

### **Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Accusé de réception en préfecture  
014-200065019-20240103-2024005-AI  
Date de télétransmission : 09/01/2024  
Date de réception préfecture : 09/01/2024